



RCS : BREST

Code greffe : 2901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BREST atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 00484

Numéro SIREN : 484 187 083

Nom ou dénomination : A.B.C. PAITIER

Ce dépôt a été enregistré le 05/02/2016 sous le numéro de dépôt 635

Dépôt N° 035

Le 05 FEV. 2016

R.U.

## A.B.C. LOGISTIQUE

Société à responsabilité limitée au capital de 24 000 euros  
Siège social : ZI de Saint Eloi - 5 Rue de Béniguet - 29800 PLOUEDERN  
484 187 083 RCS BREST

### PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 31/10/2015

L'an deux mil quinze,

Le 31 octobre,

A onze heures,

Les associés de la société A.B.C. LOGISTIQUE, société à responsabilité limitée au capital de 24 000 euros, divisé en 100 parts de 240 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, ZI de Saint Eloi - 5 Rue de Béniguet - 29800 PLOUEDERN, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Jean BERTEVAS, propriétaire de 33 parts sociales  
Monsieur Raphaël PAITIER, propriétaire de 17 parts sociales  
Monsieur Cyril BITON, propriétaire de 33 parts sociales  
Monsieur Emmanuel PAITIER, propriétaire de 17 parts sociales

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

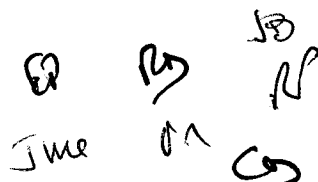
L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Jean BERTEVAS, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

#### ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Lecture du rapport sur la situation de la Société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social,
- Approbation de la valeur des biens composant l'actif social et des avantages particuliers éventuels,
- Transformation de la Société en société par actions simplifiée,
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme,



- Démultiplication des titres par voie de réduction de la valeur nominale,
- Nomination d'un nouveau Président, en remplacement du Président démissionnaire,
- Nomination des membres du Comité de Direction,
- Extension de l'objet social et modification corrélative des statuts,
- Modification de la dénomination sociale et modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le rapport du Commissaire établi conformément aux dispositions des articles L. 223-43 et L. 224-3 du Code de commerce,
- le projet de statuts de la Société sous sa nouvelle forme,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance et du rapport du Commissaire.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### **PREMIERE RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire à la transformation désigné à l'unanimité des associés, sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce, approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que le rapport atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

Handwritten signatures and initials:

- Large stylized signature: M
- Initials: ER, RW, JB, SMC, IN, RP, G

## **DEUXIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et du rapport prévu par les articles L. 223-43 alinéa 3 et L. 224-3 du Code de commerce, et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide, en application des dispositions des articles L. 223-43 et L. 227-3 du Code de commerce, de transformer la Société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la Société, son objet et son siège social ne sont pas modifiés.

Son capital reste fixé à la somme de 24 000 euros. Il sera désormais divisé en 100 actions de 240 euros chacune, entièrement libérées, qui seront réparties entre les propriétaires actuels des parts sociales, proportionnellement au nombre de leurs parts, à raison d'une action pour une part.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## **TROISIEME RESOLUTION**

---

En conséquence de la décision de transformation de la Société en société par actions simplifiée adoptée sous la résolution précédente, l'Assemblée Générale adopte article par article, puis dans son ensemble le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme, dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## **QUATRIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale décide que la durée de l'exercice en cours qui sera clos le 31 Décembre 2015 n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la Société en société par actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées.

La gérance de la Société sous sa forme à responsabilité limitée présentera à l'Assemblée Générale des associés qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de sa gestion pendant la période comprise entre le premier jour dudit exercice et celui de la transformation.

Ce rapport sera communiqué aux associés dans les conditions fixées par le Code de commerce et les nouveaux statuts.

L'Assemblée Générale des associés statuera sur ces comptes conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées. Elle statuera également sur le quitus à accorder à la gérance de la Société sous son ancienne forme.

Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis entre les associés suivant les dispositions statutaires de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée.

M  
EP  
Sme  
B  
M  
G  
JB  
P

Les fonctions de la gérance prennent fin à compter de ce jour, sous réserve de la nécessité pour la gérance d'établir un rapport de gestion.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## **CINQUIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que la transformation de la Société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## **SIXIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale :

- après avoir rappelé que le capital social de la Société dont le montant s'élevait à 24 000 euros pour 100 actions de 240 euros de nominal,
- décide de démultiplier les actions composant le capital social, par voie de réduction de la valeur nominale desdites actions, de telle sorte que les 100 actions de 240 euros chacune existant actuellement soient remplacées par 24 000 actions, numérotées de 1 à 24 000, de 1 euro chacune ;

Le capital social ressort ainsi à compter de ce jour à 24 000 euros divisé en 24 000 actions de 1 euro chacune, numérotées de 1 à 24 000, réparti comme suit :

*Monsieur Jean BERTEVAS, à concurrence de sept mille neuf cent vingt actions*  
.....ci 7 920 actions,

*Monsieur Raphaël PAITIER, à concurrence de quatre mille quatre vingt actions,*  
.....ci 4 080 actions,

*Monsieur Cyril BITON, à concurrence de sept mille neuf cent vingt actions*  
.....ci 7 920 actions,

*Monsieur Emmanuel PAITIER, à concurrence de quatre mille quatre vingt actions,*  
.....ci 4 080 actions,

---

*24 000 actions*

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 7 des statuts de la manière suivante :

### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social reste fixé à la somme de vingt-quatre mille euros (24 000 euros).

Il est divisé en 24 000 actions de 1 euro chacune, entièrement libérées.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

M

EP AS JB  
Sme M RP  
G

## **SEPTIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions prévues par les nouvelles dispositions statutaires, et prenant acte de la démission de Monsieur Jean BERTEVAS de son mandat de Président à compter de ce jour, nomme en qualité de nouveau Président, sans limitation de durée :

### **Monsieur André HEINTZ**

Demeurant 40 Rue de Tivoli – 57070 METZ

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

Monsieur André HEINTZ remercie l'assemblée de la confiance qu'elle veut bien lui marquer, accepte les fonctions de Président et confirme qu'il remplit les conditions légales et réglementaires ainsi que celles posées par les statuts pour leur exercice.

## **HUITIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions prévues par les nouvelles dispositions statutaires, décide de mettre en place un Comité de Direction, et nomme en qualité de membres, pour une durée de 6 ans à compter ce jour :

### **Monsieur André HEINTZ**

Né à Forbach (57) le 26 septembre 1969

De nationalité française

Demeurant 40 rue de Tivoli – 57070 METZ

### **Monsieur Jacques COBIGO**

Né à Vannes (56) le 12 février 1963

De nationalité française

Demeurant 110 Bis, route de Tréhuinec – 56000 VANNES

### **Monsieur Régis DENOUAL**

Né à Vannes (56) le 11 décembre 1969

De nationalité française

Demeurant 6, rue Prat Michot – 56860 SENE

### **Monsieur Raphaël PAITIER**

Né à MALESTROIT (56) le 25/04/1972

De nationalité française

Demeurant BOLIN, 56460 LE ROC SAINT ANDRE

### **Monsieur Philippe RAUTUREAU**

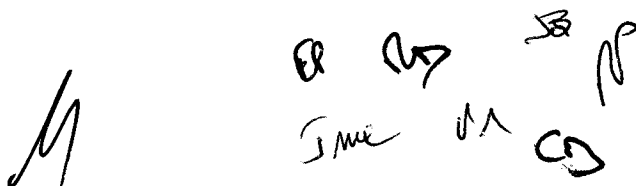
Né à Cholet (49) le 26/05/1965

De nationalité française

Demeurant 8 rue de la rainette - 85290 Mortagne sur Sèvre

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

Les membres du Comité de Direction remercient l'assemblée de la confiance qu'elle veut bien leur marquer, acceptent les fonctions de membres du Comité de Direction et confirment qu'ils remplissent les conditions légales et réglementaires ainsi que celles posées par les statuts pour leurs exercices.

A collection of handwritten signatures in black ink, located at the bottom right of the document. There are approximately seven distinct signatures, some appearing to be initials or short names.

## **HUITIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale décide d'étendre l'objet social à l'activité de location de véhicules sans chauffeurs.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## **NEUVIEME RESOLUTION**

---

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 2 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

### **ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL**

« La Société a pour objet :

- La location de véhicules sans chauffeurs ;
- Toutes prestations de transports et logistique, sous quelques formes que ce soit, principales ou annexes, de fret industriel, marchandises et autres denrées ;

Le reste de l'article demeure inchangé.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## **NEUVIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale qui devient, à compter de ce jour, « **A.B.C. PAITIER** ».

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 3 des statuts de la manière suivante :

### **ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE**

" La dénomination de la Société est : **A.B.C. PAITIER** "

Le reste de l'article demeure inchangé.

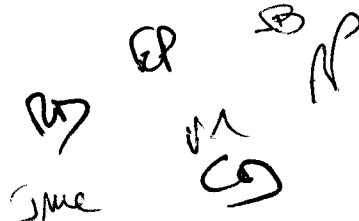
*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

## **DIXIEME RESOLUTION**

---

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*



L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant.

**Monsieur André HEINTZ**

Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président et de membre du Comité de Direction ».

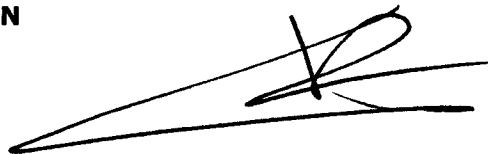
Bon pour acceptation des fonctions de Président et de membre du comité de direction



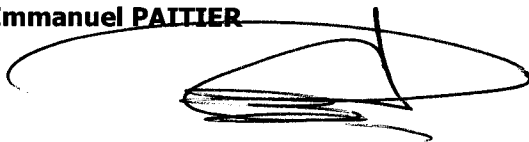
**Monsieur Jean BERTEVAS**



**Monsieur Cyril BITON**



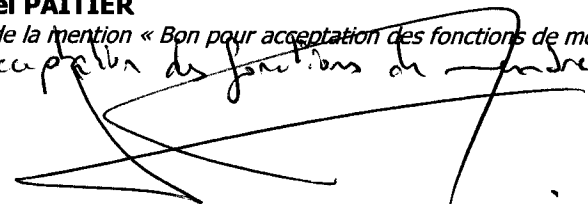
**Monsieur Emmanuel PAITIER**



**Monsieur Raphaël PAITIER**

Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de membre du Comité de Direction ».

Bon pour acceptation des fonctions de membre du comité de direction



**Monsieur Jacques COBIGO**

Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de membre du Comité de Direction ».

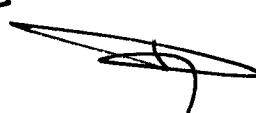
Bon pour acceptation des fonctions de membre du Comité de Direction



**Monsieur Régis DENOUAL**

Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de membre du Comité de Direction ».

<< Bon pour Acceptation des fonctions de membre du Comité de Direction >>



CP



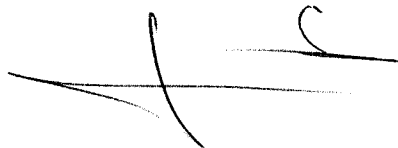
127



**Monsieur Philippe RAUTUREAU**

*Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de membre du Comité de Direction ».*

*Bon pour acceptation des fonctions de membre du comité  
de direction.*



Enregistré à : SIE DE BREST-IROISE

Lc 04/02/2016 Bordereau n°2016/162 Case n°10

Enregistrement : 125 €

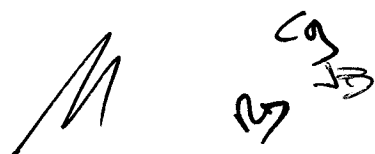
Pénalités : 15 €

Total liquidé : cent quarante euros

Montant reçu : cent quarante euros

Lc Contrôleur des finances publiques

Armelle LE GOFF  
Contrôleur  
des Finances Publiques



15/02/16

Duplicata  
GREFFE DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE BREST

150, rue Ernest HEMINGWAY  
CS 61936 - 29219 BREST CEDEX 2  
TEL : 02 98 43 31 31

## RECEPISSE DE DEPOT

EUREKA CONSULTING

19 rue DE LA HAYE  
67300 Schiltigheim

V/REF :

N/REF : 2005 B 484 / 2016-A-635

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BREST certifie qu'il a reçu le 05/02/2016, les actes suivants :

Procès-verbal d'assemblée en date du 31/10/2015

- Changement de forme juridique - Transformation en société par actions simplifiée.
- Changement de la dénomination sociale - A.B.C. PAITIER
- fin des fonctions de la gérance - nomination du président.

Divers

- désignation du commissaire à la transformation

Rapport du commissaire à la transformation en date du 09/10/2015

Statuts mis à jour en date du 31/10/2015

Concernant la société

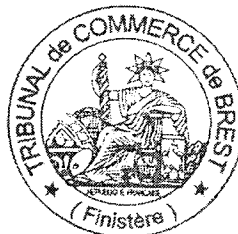
A.B.C. PAITIER  
Société par actions simplifiée  
5 rue de Béniguet  
zone industrielle de Saint Eloi  
29800 Plouédern

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2016-A-635 le 05/02/2016

R.C.S. BREST 484 187 083 (2005 B 484)

Fait à BREST le 05/02/2016,

LE GREFFIER



*Y. B.*  
B. B.

Dépot N° 635.

Le 05 FEV. 2016

## A.B.C. LOGISTIQUE

Société à responsabilité limitée au capital de 24 000 euros  
Siège social : ZI de Saint Eloi - 5 Rue de Béniguet - 29800 PLOUEDERN  
484 187 083 RCS BREST

R.C.S. BREST

### DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION (ART. L. 224-3 CODE DE COMMERCE)

Les soussignés :

Monsieur Jean BERTEVAS, propriétaire de 33 parts  
Monsieur Raphaël PAITIER, propriétaire de 17 parts  
Monsieur Cyril BITON, propriétaire de 33 parts  
Monsieur Emmanuel PAITIER, propriétaire de 17 parts

Détenant ensemble 100 parts sociales, soit la totalité des parts de la société à responsabilité limitée A.B.C. LOGISTIQUE désignée ci-dessus,

Agissant en qualité de seuls associés de la société A.B.C. LOGISTIQUE et conformément aux dispositions de l'article L. 223-27 du Code de commerce et des statuts,

Envisagent la transformation de la Société en société par actions simplifiée et ont décidé, à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce, de désigner :

- La société TEAM WONGKOEFFT AUDIT SAS, Inscrite à la Compagnie des Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel de Colmar, Société par actions simplifiée au capital social de 37 000 euros, dont le siège social est sis 11 rue de Bruxelles, 67000 STRASBOURG, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 490 413 010,

en qualité de Commissaire à la transformation chargée d'apprécier sous sa responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers pouvant exister au profit d'associés ou de tiers, et d'établir en outre le rapport sur la situation de la Société prévu par l'article L. 223-43 du Code de commerce.

Elle pourra rendre compte de sa mission dans un seul rapport.

Fait à PLOUEDERN

Le 05/10/2015

M. Jean BERTEVAS

M. Raphaël PAITIER

M. Cyril BITON

M. Emmanuel PAITIER



Dépot N° 035  
Le 05 FEV. 2016  
R.C.S. BREST

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LA TRANSFORMATION  
DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE  
ABC LOGISTIQUE  
EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

**ABC LOGISTIQUE**

Société à responsabilité limitée au capital de 24 000 €  
Siège social : ZI de Saint Eloi – 5 Rue de Béniguet  
29800 PLOUEDERN  
RCS BREST 484 187 083

**Société de commissaire aux comptes inscrite à COLMAR  
SAS au Capital de 37 000 €  
RCS Strasbourg B. 490 413 010  
11, rue de Bruxelles 67000 STRASBOURG  
Numéro d'identification intracommunautaire: FR 78 490 413 010**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LA TRANSFORMATION  
DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE  
ABC LOGISTIQUE  
EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision des associés en date du 5 octobre 2015 et en application des dispositions de l'article L. 223-43 du Code de Commerce, nous avons établi le présent rapport sur la situation de votre société.

Nous avons effectué les travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à analyser la situation de la société afin de mettre en évidence les éventuels faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

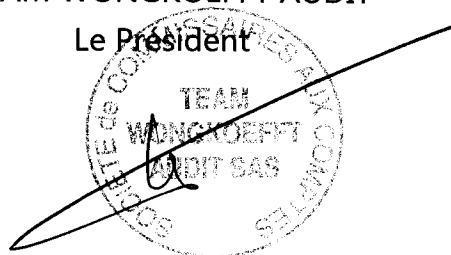
Notre synthèse de notre analyse sur la situation de la société est la suivante. Nos vérifications ont notamment consisté à apprécier l'incidence éventuelle sur la valeur comptable des éléments entrant dans la détermination des capitaux propres des événements survenus entre la date des derniers comptes annuels et la date de notre rapport.

Dans le cadre de la transformation envisagée, la situation de votre société, telle qu'elle est analysée ci-dessus, n'appelle pas d'observation de notre part, en particulier au regard de la continuité d'exploitation.

Fait à STRASBOURG, le 9 octobre 2015

TEAM WONGKOEFT AUDIT

Le Président

A circular stamp with the text "TEAM WONGKOEFT AUDIT SAS" in the center. The stamp is partially obscured by a large, diagonal, handwritten-style line that crosses through it from the bottom left to the top right. The text "SOCIETE DE COMPTES SAIRIES AUX COMPTES" is visible around the perimeter of the stamp.

Dépot N° 65  
Le 05 FEV. 2016  
R.C.S. BREST

## **A.B.C. PAITIER**

Société par actions simplifiée au capital de 24 000 euros  
Siège social : ZI de Saint Eloi - 5 Rue de Béniguet , 29800 PLOUEDERN  
484 187 083 RCS BREST

---

# **STATUTS**

MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 31 OCTOBRE 2015

Pour Copie certifiée conforme  
Le Président



## **ARTICLE 1 - FORME**

---

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à PLOUEDERN du 16.09.2005, enregistré au Service des Impôts BREST PONANT le 21.09.2005 sous le numéro 2005/834 Case n°5.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 31/10/2015.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

---

La présente société par actions simplifiée continue d'avoir pour objet, en France et à l'étranger :

- La location de véhicules sans chauffeurs ;
- Toutes prestations de transports et logistique, sous quelques formes que ce soit, principales ou annexes, de fret industriel, marchandises et autres denrées ;

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires ;

La participation, directe ou indirecte, de la Société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

## **ARTICLE 3 - DENOMINATION**

---

La dénomination de la Société est : "**A.B.C. PAITIER**".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

## **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

---

Le siège social reste fixé à **ZI de Saint Eloi - 5 Rue de Béniguet - 29800 PLOUEDERN**.





Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Comité de Direction qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

---

La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidées par la collectivité des associés.

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

---

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 24 000,00 euros, représentant des apports en numéraire.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

---

Le capital social reste fixé à la somme de vingt-quatre mille euros (24 000 euros).

Il est divisé en 24 000 actions de 1 euro chacune, entièrement libérées.

#### **ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES**

---

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Comité de Direction.

#### **ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

---

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.



En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires d'actions existantes autres que des actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité aux dividendes, aux réserves ou au partage de l'actif de liquidation, même si elles récupèrent un droit de vote au cours de leur existence.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

## **ARTICLE 10 - CLAUSE ANTI-DILUTION**

---

Chaque associé bénéficiera du droit permanent de maintenir sa participation dans le capital de la société à la quote-part de ce capital que représentent les actions qu'il détient à la date des présentes, que ce soit suite à une augmentation de capital immédiate ou différée et par quelques moyens que ce soient, à une réduction de capital immédiate ou différée et par quelques moyens que ce soient ou à la cession de ses titres par un associé.

Cette clause est néanmoins réputée non écrite dès lors que la réglementation de la DREAL imposerait une augmentation de capital pour garantir la capacité financière de la société.

## **ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS**

---

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.



La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

## **ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS**

---

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## **ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

---

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.  
Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de 15 jours suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.



## **ARTICLE 14 - INALIENABILITE DES ACTIONS**

---

Les actions sont inaliénables pendant une durée de 4 ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ou à compter de leur souscription en cas d'augmentation de capital.

Pendant la durée de l'inaliénabilité, aucun associé ne pourra céder, apporter, nantir ou donner en garantie les actions qu'il possède ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou effet de conférer, directement ou indirectement, un droit quelconque sur tout ou partie du capital ou des droits de vote de la Société. Cette interdiction porte aussi bien sur les actions elles-mêmes que sur la nue-propriété et l'usufruit desdites actions.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président devra lever l'interdiction d'aliéner dans les cas suivants :

- exclusion d'un associé dans les conditions prévues aux présents statuts ;
- retrait d'un associé ;
- révocation d'un dirigeant associé ;
- modification dans le contrôle d'une société associée entraînant l'exclusion de cette société.

La présente clause d'inaliénabilité ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée ci-dessus, les actions seront transmissibles sous les conditions décrites ci-après.

## **ARTICLE 15 - PREEMPTION**

---

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée ci-dessus, la cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés tel que défini ci-après.

L'associé cédant doit notifier son projet au Comité de Direction par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge, en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de 15 jours de la réception de ladite notification, le Comité de Direction notifiera, après contrôle du sérieux de l'offre, ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge, qui disposeront d'un délai de 30 jours à compter de la réception du courrier de notification du projet pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Comité de Direction le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En l'absence de réponse d'un ou plusieurs associés à la notification du projet, ils seront considérés comme ne souhaitant pas exercer leur droit de préemption.

Dans les huit (8) jours suivants l'expiration du délai de 30 jours, le Comité de Direction devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.



Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Comité de Direction entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, le solde des actions restantes sera attribué aux autres actionnaires ayant préempté au pro-rata de leur participation dans le capital

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément telle que prévue à l'article « AGREMENT » des présents statuts.

## **ARTICLE 16 - AGREMENT**

---

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à un agrément donné dans les conditions de majorité applicables aux assemblées générales extraordinaires.

Dans tous les autres cas, l'agrément est donné par décision collective des associés statuant dans les conditions de majorité applicables aux assemblées générales ordinaires.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge une demande d'agrément au Comité de Direction de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Comité de Direction aux associés.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les 3 mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Comité de Direction par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de 6 mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.



Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

## **ARTICLE 17 - LOCATION DES ACTIONS**

---

La location des actions est interdite.

## **ARTICLE 18 - SORTIE CONJOINTE**

---

Dans l'hypothèse où un associé ou plusieurs associés représentant ensemble plus de 51% du capital social, envisagerait de céder à un tiers tout ou partie de ses actions, réduisant sa participation à moins de 51 % du capital social et des droits de vote, il s'engage à faire racheter par l'acquéreur de ses actions toutes les actions de ses coassociés que ceux-ci présenteront à la vente, aux mêmes conditions, ce dont l'associé cédant se portera solidairement garant.

A cet effet, l'associé cédant notifiera son projet de cession à chacun de ses coassociés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trente jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, en indiquant l'identité et les coordonnées de l'acquéreur, le nombre de titres concernés, le prix envisagé et les modalités de paiement de ce prix.

Ses coassociés disposeront alors d'un délai de trente jours, à compter de la réception de cette notification, pour faire savoir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'associé cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

Passé ce délai, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe, les coassociés s'engagent à céder la totalité de leurs titres à l'acquéreur au prix et aux conditions de paiement proposés dans la transaction principale et l'associé cédant s'engage à ne réaliser l'opération projetée qu'après que ses coassociés auront été mis en mesure d'accepter et d'exercer leurs droits.

## **ARTICLE 19 - MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE / CESSIION DE FONDS DE COMMERCE**

---

A l'origine, toute société désirant devenir associée doit notifier à la Société toutes informations sur son objet social, ses dirigeants, sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés.

Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.



### **Information volontaire de la part de l'associé**

Par la suite, tout changement relatif aux informations susvisées doit être notifié à la société dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers. Toutes ces notifications interviennent, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de cession du fonds de commerce de la société associée ou en cas de cession partielle du fonds de commerce entraînant une modification significative de l'activité de la société, ou en cas de modification du contrôle d'une société associée au sens de l'article L. 233-3 du code du commerce :

- dans les 8 jours de la réception de la notification de la modification intervenue, le Comité de Direction est habilité à prendre toutes décisions utiles en vue de suspendre tous les droits de l'associé, sauf celui du droit de vote, avec effet immédiat si l'urgence de la situation le rend nécessaire,
- si l'associé ne s'est pas retiré dans les conditions visées par les présents statuts, alors dans les trois mois maximum suivant la notification de la modification, le Comité de Direction consulte la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur la décision d'exclusion ou non de l'associé en situation irrégulière, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant. En fonction de l'urgence de la décision, la consultation de la collectivité des associés pourra s'effectuer sur décision du Comité de Direction par consultation par correspondance.
- Si, au terme de la procédure d'exclusion, celle-ci n'est pas prononcée, la suspension des droits décidés cesse immédiatement.

### **Défaut d'information de l'associé**

En cas de défaut d'information :

- sur la cession de tout ou partie du fonds de commerce de la société associée,
- sur la cession partielle du fonds de commerce entraînant une modification significative de l'activité de la société,
- de la modification du contrôle d'une société associée au sens de l'article L. 233-3 du code du commerce,

dont la Société ABC PAITIER pourrait avoir connaissance ou une suspicion notable et légitime d'une telle modification et ce par tout moyen, le Comité de Direction sera habilité à sommer l'associé fautif d'informer la société de la modification intervenue, dans les conditions visées au présent article.

A défaut de réponse de l'associé dans un délai de 15 jours de la sommation faite par le Comité de Direction :

- le Comité de Direction est habilité à prendre toutes décisions utiles en vue de suspendre tous les droits de l'associé, sauf celui du droit de vote, avec effet immédiat si l'urgence de la situation le rend nécessaire,
- dans les trois mois maximum, le Comité de Direction consultera la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur la décision d'exclusion ou non de l'associé en situation irrégulière, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant. En fonction de l'urgence de la décision, la consultation de la collectivité des associés pourra s'effectuer sur décision du comité de direction par consultation par correspondance.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.



Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

## **ARTICLE 20 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE**

---

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ; le niveau de gravité de la condamnation amenant à l'exclusion sera apprécié par le Comité de Direction ;

- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer sur proposition du Comité de Direction de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par le Comité de Direction.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans un délai de 6 mois, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.





Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

## **ARTICLE 21 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

---

Toute action donne droit, dans les bénéfices nets et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

## **ARTICLE 22 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

---

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.



Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

## **ARTICLE 23 – MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION**

---

La Société est dirigée et administrée par un organe collégial de direction, le Comité de Direction, dont le Président assure la présidence de la Société.

### **Composition**

Le Comité de Direction est composé de cinq membres au plus, personnes physiques ou morales, associés ou non.

Le Président sera toujours l'un des membres du Comité de Direction.

### **Désignation**

Les premiers membres du Comité de Direction sont désignés aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du \_\_\_\_\_.

Au cours de la vie sociale, ils sont nommés ou renouvelés par une décision collective des associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les membres personnes physiques du Comité de Direction peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société. Ce contrat de travail doit correspondre à un emploi effectif.

Les membres personnes morales du Comité de Direction sont représentés par leurs représentants légaux ou par un représentant désigné lors de leur nomination. Les représentants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient membres en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils représentent.

### **Durée des fonctions**

La durée des fonctions des membres du Comité de Direction est de 6 ans.

Les membres du Comité de Direction sont rééligibles.

### **Révocation**

Les membres du Comité de Direction peuvent être révoqués à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation. La décision de révocation est prise par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

### **Rémunération**

Les membres du Comité de Direction peuvent recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination.



## **ARTICLE 24 – PRESIDENT**

---

### **Désignation**

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du \_\_\_\_\_. Le Président est ensuite désigné par décision du Comité de Direction.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

### **Durée des fonctions**

Le Président est nommé pour la durée de son mandat au sein du Comité de Direction.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, lequel pourra être réduit par le Comité de Direction, qui statuera sur le remplacement du Président démissionnaire.

### **Révocation**

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision du Comité de Direction, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

### **Rémunération**

Le Président pourra être rémunéré directement ou indirectement. Les modalités de rémunération sont fixées par une assemblée générale ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Cette rémunération est soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.



## **Pouvoirs du Président**

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

## **ARTICLE 25 - DELIBERATIONS DU COMITE DE DIRECTION**

---

Les membres du Comité de Direction sont convoqués aux réunions par le Président. La convocation est effectuée par tous moyens, même verbalement, au moins 8 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, les membres du Comité de Direction peuvent participer à la réunion par tout moyen de communication approprié sans que leur présence physique ne soit obligatoire.

Les réunions sont présidées par le Président. En son absence, le Comité de Direction désigne la personne appelée à présider la réunion.

Le Comité de Direction ne délibère valablement que si au moins 3 membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité.

Tout membre du Comité de Direction peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter, chaque membre du Comité de Direction pouvant détenir plusieurs procurations.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Les décisions du Comité de Direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et au moins un autre membre. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé par le Président et conservé au siège social.

## **ARTICLE 26 - POUVOIRS DU COMITE DE DIRECTION**

---

Le Comité de Direction dirige la Société mais seul le Président représente la Société à l'égard des tiers.

## **ARTICLE 27 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES**

---

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10%) ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.



Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

## **ARTICLE 28 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

---

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

## **ARTICLE 29 - REPRESENTATION SOCIALE**

---

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Comité de Direction..

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Comité de Direction et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Comité de Direction accuse réception de ces demandes dans les 8 jours de leur réception.



## **ARTICLE 30 - DECISIONS COLLECTIVES**

---

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,
- inaliénabilité des actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération des membres du Comité de Direction,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Comité de Direction.

## **ARTICLE 31 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES**

---

Les décisions collectives sont prises, au choix du Comité de Direction en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé...

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

## **ARTICLE 32 - CONSULTATION ECRITE**

---

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.



### **ARTICLE 33 - ASSEMBLEE GENERALE**

---

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent (5%) au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 8 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 50 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 8 jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut pas délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement sans que ces points figurent à l'ordre du jour.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émise par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

### **ARTICLE 34 - REGLES DE MAJORITE**

---

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.



Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

#### Décisions ordinaires

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris les associés ayant voté par correspondance.

#### Décisions extraordinaires

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité de 75% des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris les associés ayant voté par correspondance.

#### Décisions à l'unanimité

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'exclusion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

### **ARTICLE 35 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.





Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

### **ARTICLE 36 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES**

---

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

### **ARTICLE 37 - EXERCICE SOCIAL**

---

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui **commence le premier août et finit le trente et un juillet.**

### **ARTICLE 38 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

---

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.



Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

#### **ARTICLE 39 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

---

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

#### **ARTICLE 40 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES**

---

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Comité de Direction.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice,



il peut être distribué sur décision du Comité de Direction des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **ARTICLE 41 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Comité de Direction doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **ARTICLE 42 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.



#### **ARTICLE 43 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

---

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

#### **ARTICLE 44 - CONTESTATIONS**

---

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

**Statuts adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 octobre 2015.**

*(Transformation en SAS / Extension de l'objet social / Démultiplication des actions / Modification de la dénomination sociale)*

**Le Président.**

